

**Appel contre la masterisation du département des Anglicistes de Paris Ouest Nanterre
voté par le département d'italien de l'Université Stendhal-Grenoble 3**

Jeudi 4 février 2010

Le département d'italien de l'Université Stendhal de Grenoble, réuni en assemblée le jeudi 4 février 2010, décide de répondre positivement à l'appel de la Coordination nationale des Universités du 25 janvier . Nous refusons donc de participer à la mise en place de la réforme de la formation des enseignants telle qu'imposée par le gouvernement contre l'avis unanime des universitaires (réaffirmé, par exemple, au CNESER du 21 décembre).

Nous réaffirmons notre opposition à une réforme qui menace l'Éducation nationale dans son fonctionnement et ses fondements, sacrifie la formation disciplinaire et pédagogique, généralise la précarisation de notre profession et affaiblit les masters de recherche de l'enseignement supérieur. Nous rappelons que nous sommes toujours ouverts à une véritable concertation sur les contenus des concours à condition que, contrairement à l'année dernière, notre avis soit écouté et que le gouvernement ne passe pas outre les commissions qu'il met lui-même en place.

Nous en appelons aux autres départements et UFR de notre université pour qu'ils prennent une position similaire et demandent à nos Conseils centraux de répondre à l'appel des Conseils centraux de l'Université de Paris 8. Nous nous adressons aussi à la Société des Italianistes de l'Enseignement Supérieur (SIES) pour qu'elle s'associe à ce refus.

Nous appelons tous nos collègues à agir de façon « éthique » et à refuser de mettre en place la réforme par tous les moyens à notre disposition :

Refuser de préparer des maquettes pour les nouveaux concours ; intervenir dans chaque conseil pour bloquer leur élaboration et leur remontée ; refuser de participer à la mise en place des épreuves écrites des concours 2011, prévues de septembre à décembre 2010 ; refuser de

collaborer avec les rectorats pour mettre en place les remplacements déguisés en stages ; nous adresser aux enseignants de la maternelle, du primaire et du secondaire mais aussi aux parents d'élèves pour les alerter sur les conséquences nocives de cette réforme sur la qualité de la formation des enseignants.

Texte voté à la majorité 19 présents : 15 pour, 4 abstentions